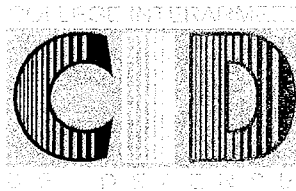


1997 - 329



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



LA CHINE, VERS UNE NOUVELLE FORME DE DEMOCRATIE

5^{ème} PROMOTION 1997/1998
DIVISION C
GROUPE C2
Décembre 1997

Lieutenant-Colonel
BRUCHON Michel



De l'avis des spécialistes en géopolitique, au monde bipolaire de la guerre froide doit succéder un monde multipolaire duquel la Chine ne saurait être écartée.

Ce géant du tiers monde, qui porte le cinquième de la population mondiale et dont le dynamisme économique de ces dix dernières années a de quoi surprendre, ne peut pas ne pas vouloir retrouver une place de tout premier rang, à l'image de la position centrale qu'il occupait jadis.

La présente analyse de géopolitique se propose d'examiner les conséquences des nombreuses réformes, entreprises dans l'ère de l'après-Mao Zédong, sur l'émancipation du peuple chinois et les possibilités de voir fleurir un jour une démocratie ou plus exactement une "sino-démocratie".

SOMMAIRE

Introduction	p2
<i>I Puissance et Soumission : Héritage de l'Histoire</i>	p3
<i>Empire du Milieu et mandat céleste</i>	
<i>Confucius et ordre social</i>	
<i>Supériorité et tolérance</i>	
<i>Décadence et humiliation</i>	
<i>II Emancipation et Chaos</i>	p6
<i>Acquisition de richesses et esprit d'entreprise</i>	
<i>Déconcentration du pouvoir central et réseaux</i>	
<i>Multiplicité des références identitaires</i>	
<i>III Ouverture politique et Démocratie</i>	p8
<i>Constitution de 1982 : annonce d'un changement</i>	
<i>Assemblée Populaire Nationale : vers un Etat de Droit</i>	
<i>Démocratisation locale : un apprentissage nécessaire</i>	
<i>Des acteurs extérieurs : Démocraties et milieux d'affaires</i>	
Conclusion	p14
Bibliographie	p15

*
* *

Lorsqu'on observe l'actualité en cette année 1997, on est forcé de constater que l'Asie et, en particulier, la Chine y occupent une position centrale.

En effet, cette année aura été marquée successivement par la mort de Deng Xiaoping, la dernière figure révolutionnaire de la Chine communiste, la rétrocession de Hongkong, dernier signe, hormis Macao, de l'humiliation Occidentale infligée par la Grande Bretagne voilà un siècle et demi, la visite du président Jiang Zémin aux Etats-Unis d'Amérique suivie de la libération de Wei Jingsheng, et, tout dernièrement, les attaques à l'encontre des marchés financiers d'Asie du sud-est.

Ces événements, dont la liste n'est certes pas exhaustive, ont en commun l'interrogation qu'ils suscitent : **Quel avenir pour la Chine?...**

Autrement dit, ce Géant qui porte pas moins du cinquième de la population mondiale - un milliard et deux cents millions d'âmes -, qui depuis plus de quinze ans génère une croissance économique supérieure à dix pour-cent, qui affiche sa volonté de combler son retard sur l'Occident, qui possède l'Arme nucléaire, qui siège au conseil de sécurité de l'ONU et qui demeure le dernier grand pays communiste totalitaire, a de quoi inquiéter.

J'aborderai ici, sous la forme d'une analyse de géopolitique, les conséquences des nombreuses réformes, entreprises dans l'ère de l'après-Mao Zédong, sur l'émancipation du peuple chinois et les possibilités de voir fleurir un jour une démocratie ou plus exactement une "sino-démocratie".

Préalablement, pour comprendre la transformation du monde chinois d'aujourd'hui et la volonté de puissance qu'elle sous-tend, il est indispensable de rechercher les moteurs de cette dynamique. Aussi, paraît-il nécessaire de plonger dans l'histoire de cette civilisation chinoise qui, rappelons le, est très certainement une des plus anciennes.

Mais, cette croissance économique, observable depuis une quinzaine d'années dans l'ère de l'après-Mao, ne s'accompagne pas du développement harmonieux attendu, notamment en termes de société, facteur d'équilibre et signe tangible de progrès. Il en ressort que, malgré ses ambitions, la Chine demeure encore un Etat totalitaire dont la modernité doit passer par une réforme de ses institutions.

En conséquence, pour parvenir à occuper une place de puissance dominante dans le monde de demain, l'Empire du Milieu doit réussir à concilier une Tradition millénaire et une modernité dont l'Occident est en train de voir les limites. La réalisation de cette "voie du milieu" passe nécessairement par l'émergence d'une démocratie, non calquée sur le modèle occidental, mais intégrant les réalités de la Chine. Une volonté politique apparaît dans le texte de la constitution de 1982 et se manifeste dans l'émergence d'une Assemblée Populaire Nationale plus forte, dans l'expérience d'une démocratisation à l'échelon local, mais également, au travers de signes d'assouplissements à l'égard des démocraties occidentales et de certains milieux d'affaires, qui sont parties prenantes dans ce projet de société.

*
* *

I - Puissance et Soumission : Héritage de l'Histoire

L'histoire de la civilisation chinoise est riche d'enseignements qui ne peuvent avoir qu'une influence forte sur l'inconscient collectif d'un peuple.

Ainsi, le très ancien mythe fondateur, la culture néo-confucéenne, le degré d'avance tant technologique que culturelle du début du millénaire et, surtout, les humiliations infligées par les nations occidentales et le Japon, nous aident à appréhender, successivement, la vision qu'a le peuple chinois sur ses dirigeants et sur sa place dans le monde, la remarquable résistance d'un peuple confronté à de nombreuses invasions et insurrections, l'esprit de revanche d'une nation longtemps dominante, et enfin, les principales causes de sa décadence et de son retard actuel.

Empire du milieu et mandat céleste

La très ancienne et traditionnelle cosmologie chinoise place la Chine juste en dessous de la clef de voûte céleste. Au centre de son royaume, se trouve le Temple du ciel - *tian* - voué à la communication entre le fils du ciel - l'empereur - et le créateur. De là, la coutume d'appeler ce pays l'Empire du milieu et le préjugé ethnocentrique qui prévaut encore.

Le monarque d'un tel royaume se voyait investi d'un mandat céleste quasiment inaliénable qui lui permettait d'exiger une obéissance aveugle de ses sujets tant qu'il faisait preuve de bonté, de bienveillance et de magnanimité à leur égard. En outre, les principes de justice et de sincérité devaient être respectés par le fils du ciel. Dans le cas contraire, *tian* créait le chaos. Dès lors, le Bon et le Juste étaient en droit de se révolter et de défier le souverain injuste et tyrannique - de là, l'expression de *Ge Ming* pour désigner un défi au mandat.

L'histoire nous révèle que le *Ge Ming* était davantage un remarquable instrument de conquête du pouvoir plutôt qu'un outil de justice divine. En outre, au cours des siècles, il est devenu une arme entre les mains des despotes au pouvoir qui menaçaient, au moindre signe de contestation du peuple, de déclencher le chaos - le retour au désordre d'avant la Création.

Dans le meilleur des cas, cette peur de *casser le mandat céleste* permettait à l'Empereur de consolider son pouvoir et d'assurer la stabilité des institutions. Dans le pire des cas, elle entretenait ces sentiments de crainte et d'impuissance, encore présents aujourd'hui dans le subconscient populaire.

Le chinois garde à l'esprit les leçons de l'Histoire et de la mythologie. Celles-ci lui enseignent que les rébellions ont souvent été suivies de grands malheurs. Après tout, tant que le ciel est clément, que les récoltes sont bonnes, que chacun mange à sa faim, à quoi bon lancer un *Ge Ming* ?

Issu de la dynastie Shang, qui régna en Chine il y a plus de trois mille ans, le concept du *Ge Ming* apparaît comme un élément essentiel dans l'analyse de l'attitude du Chinois face au pouvoir politique.

Confucius et ordre social

Mais, cette analyse ne suffit pas à expliquer la surprenante résistance du peuple chinois aux nombreux bouleversements subis au cours de son Histoire et notamment au cours du deuxième millénaire de notre ère.

En effet, entre l'an mille et le début du vingtième siècle, pas moins de treize empereurs d'origine mongole ou mandchoue se sont succédés sur le trône. Ce qui illustre la propension de l'Empire du milieu à subir des invasions de peuples environnants.

Il faut remarquer, à cet égard, que la géographie du pays s'y prête particulièrement avec une région Nord-Est en forme d'entonnoir, dont le goulot - la passe de *Shan hai guan* - est à moins de quatre cent kilomètres de Pékin et offre aux envahisseurs l'accès à une vaste plaine côtière qu'aucun obstacle naturel ne peut protéger des cavaliers venus de la steppe. Et, face à une succession d'incursions de tribus nomades, de vols, de pillages, de mises à sac, de guerres entre royaumes, d'invasions, de révolutions, de famines et d'épidémies, le

peuple chinois a su se préserver en développant une philosophie basée sur des valeurs familiales et communautaires.

C'est cette culture néo-confucéenne, qui s'appuie sur cinq règles d'or dont quatre concernent la famille - comme par exemple, l'indissolubilité des liens familiaux -, qui a permis à la civilisation chinoise de rester debout. Pour illustrer l'emprise de cette culture, il faut dire que les dynasties mongoles et mandchoues, qui se sont succédées à la tête de l'Empire du milieu, ont adopté les us et coutumes chinois.

Mi-religion, mi-code moral, le confucianisme ne reconnaît ni Dieu ni diable, ni enfer ni paradis, ni anges ni démons. Il a su bâtir un principe fort qui place la famille au centre des préoccupations et, en cela, d'un point de vue chinois, est fondamentalement différent du socialisme occidental qui atomise la société et conduit à déresponsabiliser l'individu et à encourager l'assistanat d'Etat.

Ainsi, dans la pensée confucéenne, l'Homme doit s'efforcer d'approfondir la connaissance critique qu'il a de lui-même. Ce faisant, il est en mesure d'établir une relation permanente avec le groupe dont il fait partie, au travers de cercles relationnels concentriques : famille, communauté, nation, univers... Par cette approche, l'Homme développe ses responsabilités vis à vis de la société et apprend à placer l'ordre social avant ses propres aspirations.

Cette école, loin de conduire à des abstractions purement spéculatives, est, au contraire, très pragmatique. En outre, plus qu'une méthode pour résister aux changements, elle fournit un formidable outil de création du capital - il suffit pour s'en convaincre de songer aux *gongsis* et aux *huis*, modèles d'entreprises familiales et de systèmes d'emprunts qui ont largement fait la preuve de leur efficacité.

Supériorité et tolérance

Mais, si l'apport de la philosophie et des religions bouddhiste et taoïste, ont permis au peuple chinois de traverser l'Histoire sans trop de dommages en termes d'identité, en se dotant d'une sagesse légendaire, il n'en demeure pas moins que, durant une très longue période, pouvant s'étendre de la dynastie Zhou, au onzième siècle avant JC, jusqu'au début du dix-neuvième siècle de notre ère, l'Histoire a su procurer à ce peuple la fierté d'appartenir à une grande civilisation - la civilisation de l'Empire du milieu qui a dominé par son économie, sa technologie, sa culture et sa puissance militaire, le reste du monde.

Dès le onzième siècle avant notre ère, les chinois avaient appris à maîtriser l'élevage de la soie, ainsi qu'à se servir du métier à tisser. De cette avance naquit des débouchés commerciaux sur le reste du monde marchand. Les Grecs et les Romains se mirent à acheter par quantités croissantes le superbe tissu en provenance de la terre des Eleveurs de soie. Ce qui augurait des difficultés économiques d'un Occident incapable de se mesurer à la chine.

Ainsi, dès cette époque lointaine, le décor des relations économiques Est-Ouest était planté et n'évoluera plus jusqu'au début du dix-neuvième siècle de notre ère.

Durant une longue période, la Chine restera une terre riche et prospère, aux lois morales parfaites, aux yeux des lettrés occidentaux. Et, il faudra attendre l'an trois cents dix-huit de notre ère pour que l'édifice s'écroule avec l'invasion des mongols, attirés par les richesses de la Chine. Trois siècles durant, l'Empire du milieu fut en proie à l'anarchie et à la violence. L'éclosion des sciences, des arts et des lettres qui s'ensuivit, en fut d'autant plus remarquable. En effet, sous la dynastie des Tang (618-907) se développa l'imprimerie et fut mis en circulation le précurseur du papier-monnaie, le billet à ordre. La publication de la première encyclopédie littéraire, répertoriant l'ensemble des écrits publiés depuis Confucius, témoigne de l'intense activité littéraire et artistique de l'époque. La capitale d'antan, Chang-An, a été reconstruite et aujourd'hui, la ville moderne de Xi'an garde le souvenir de ces bâtiments superbes et imposants, de ces bibliothèques immenses, et de ces temples vastes et aérés, qui caractérisaient la capitale d'il y a treize siècles.

A l'orée de l'an mille, à Chi-tsun au nord de la Chine, un véritable complexe industriel produisait plus de quatorze mille tonnes de fonte par an avec ses cent douze fonderies et employait plus de trois mille ouvriers. La production de fonte de la Chine du nord atteignait

alors cent vingt cinq mille tonnes par an. Ce niveau ne sera rejoint par l'Angleterre qu'à partir de la fin du dix-huitième siècle.

Le commerce généré par la capitale impériale, Kaifeng, se montait à plus de douze millions de livres sterling actuelles alors que celui de Londres a atteint à peine huit millions en 1711. Cette éclatante prospérité économique était due à un gouvernement chinois qui taxait peu, qui pratiquait un système libéral, encadré par une poignée de mandarins triés sur le volet. La bureaucratie de l'époque était très frugale et élitiste.

En définitive, l'action bureaucratique était alors strictement prescriptive et l'état se bornait à indiquer une ligne de conduite sociale et morale, que certains pays d'Asie, comme Taiwan et Singapour, continuent de pratiquer aujourd'hui.

Avec un niveau de vie dans les campagnes et dans les villes inégalé avant le dix-neuvième siècle en Occident, et un réseau de communications - canaux, routes, relais postaux - très développé et régulièrement entretenu, la Chine était une riche et puissante nation très en avance sur l'Occident. Bien que dotée d'une supériorité navale incontestable, dès le quinzième siècle, la Chine ne chercha pas à profiter de son avantage de façon belliqueuse. Respectueux des lois morales extraites du Bouddhisme, du Taoïsme ou du Confucianisme, les chinois prêchaient la tolérance et la compréhension. Ce qui explique une tendance aux contacts pacifiques, aux échanges marchands et, dans certaines régions menacées de sa sphère d'influence, à un arbitrage bienveillant mais ferme.

Décadence et humiliation

A partir du dix-neuvième siècle et après des millénaires de domination, la civilisation chinoise commença à décliner avec la dynastie Qing. La Chine des empereurs mandchous se montra alors archaïque, immuable et vaniteuse, incapable de relever les défis lancés par les nations occidentales.

Les faits remontent à la fin du dix-huitième siècle, lorsque l'Angleterre réalisa le déséquilibre croissant de ses comptes commerciaux et la place dominante occupée par l'Empire du milieu. Chaque année, plusieurs dizaines de tonnes d'argent quittaient Londres pour Canton, en règlement des thés, cotonnades et soieries importées par la Compagnie des Indes Orientales et, les Anglais, pour leur part, n'avaient rien à offrir aux Chinois qui suscita leur intérêt - ils ne disposaient pas, à la différence des Espagnols ou des Hollandais, de colonies riches en minerais ou en épices.

Pour rétablir les comptes et faire face au déficit - cent vingt tonnes d'argent par an -, les Anglais eurent recours à la piraterie, puis à la négociation avant de se livrer finalement à la contrebande d'opium sur une grande échelle, entre l'Inde et Canton. Toléré au départ, ce commerce finit par être interdit par la Chine, ce qui ne manqua pas de déclencher le recours aux armes.

L'Angleterre sortit victorieuse de cette guerre et la Chine fut contrainte de verser de fortes indemnités, de consentir l'ouverture de plusieurs consulats anglais à Canton, Amoy, Fuzhou, Shanghai et Ningbo, et de céder le territoire de Hongkong à perpétuité.

Attirés par la facilité avec laquelle les Britanniques avaient obtenu des concessions, d'autres pays comme l'Allemagne, la Russie, la France, le Japon et les Etats-Unis se mirent eux aussi à profiter de cette moisson providentielle.

C'est ainsi que débuta la profonde humiliation infligée à la Chine, que de lourdes pertes humaines furent imposées par les nations occidentales - plus de soixante millions de victimes - et que de nombreux monuments, véritables joyaux de la culture chinoise, furent détruits. En plus des actions de nature commerciale et militaire, l'Occident chercha même à convertir la Chine au christianisme.

La Chine payait alors l'administration de sa bureaucratie mandarine plus enclin à s'enrichir sur le dos de la population que d'accepter la confrontation avec d'autres civilisations.

Finalement, le choc de la Chine et de l'Occident offrit au peuple chinois l'occasion de se libérer du joug du régime mandchou et c'est le révolutionnaire Sun Yat-sen qui fut le principal protagoniste au début de ce siècle. Canalisant à l'intérieur les énergies nationalistes et bénéficiant à l'extérieur du soutien de la communauté chinoise d'outre-mer, il parvint à renverser le pouvoir. Mais, victime des ambitions des seigneurs de la guerre,

Sun Yat-sen se trouva écarté, laissant une Chine en proie aux affrontements entre communistes et nationalistes et entre Chinois et soldats nippons.

Finalement, les Japonais furent vaincus au cours de la seconde guerre mondiale et ce fut Mao Zedong, chef révolutionnaire, qui imposa le communisme à son pays en état de choc. Tandis que, Chiang Kain-shek, leader du Guomindang - le parti nationaliste -, dut quitter la Chine continentale pour l'île chinoise de Taiwan - devenue la République de Taiwan depuis. Mao, qui conquiert durement le mandat céleste, redonna alors à son pays humilié, décimé et saccagé, une nouvelle occasion de renouer avec son destin de grande civilisation. Profitant de son aura et d'une contexte favorable, il imposa à son pays encore « anesthésié », successivement, « le grand bond en avant » et « la Révolution culturelle », qui l'un comme l'autre enfermèrent le pays dans une logique archaïque et rétrograde qui eut des conséquences dramatiques, en termes de vies humaines et de développement.

II - Emancipation et Chaos

Mais, la politique de réformes engagée par Deng Xiaoping au début des années quatre-vingt veut résolument rompre avec le tout idéologique Maoïste et redonner à la nation chinoise le statut de puissance dominante, qu'elle n'aurait jamais du perdre. Pour cela, le pays doit sortir de son immobilisme en utilisant le levier économique. Et, sa nécessaire modernisation impose d'adopter une ligne pragmatique - la vérité par les faits. Ainsi, renouant avec les engagements du congrès du Parti Communiste Chinois (PCC) de 1949, les réformateurs de l'ère Deng Xiaoping introduisent de profondes mutations dans la société et modifient très inégalement l'espace dans lequel évolue le peuple chinois.

Les principales transformations sont dues à l'augmentation du niveau de vie, qui a donné naissance à une nouvelle classe sociale - les consommateurs solvables -, à une déconcentration du pouvoir central, trop éloigné du niveau local, et, enfin, à l'influence croissante de la mondialisation.

Acquisition de richesses et esprit d'entreprise

« Devenir riche est glorieux », proclamait Deng Xiaoping au début des années quatre-vingt. La Chine est décrite comme une société terre à terre et un homme politique populaire se doit avant tout de s'intéresser au confort de ses administrés en leurs permettant de s'enrichir et de s'acheter une maison. Il n'en faut pas davantage pour contenter un Chinois dont la frugalité est bien connue.

L'immobilier, l'emploi et le coût de la vie sont les principales préoccupations des citadins. Le coût de la terre et le coût des engrais constituent celles des ruraux.

Pour l'heure, avoir un toit, pouvoir nourrir sa famille et éduquer ses enfants constituent l'essentiel pour la grande majorité des Chinois.

La liberté d'expression n'est pas encore à l'ordre du jour.

Cependant, il faut remarquer que cette invitation à s'enrichir, même si elle n'a pas forcément le même écho que dans nos sociétés occidentales - optique libérale contre optique communautaire -, tend à modeler une nouvelle classe sociale, celle des consommateurs solvables dont la réussite passe par l'acquisition de richesses.

De là, une mobilité accrue du chinois à la recherche d'un travail rémunérateur, et des occasions plus nombreuses pour lui de s'ouvrir à d'autres réalités, de faire des comparaisons et de développer des initiatives personnelles.

Outre une augmentation sensible du niveau de vie, la décollectivisation des terres et la fin des communes ont ramené la prospérité dans les campagnes chinoises, ainsi que le goût du travail et l'esprit d'entreprendre.

Dans les villes, les entreprises d'état les moins rentables ont été privatisées, et le glissement progressif d'une économie planifiée vers une économie de marché constitue

une incitation toujours plus forte à créer sa propre entreprise et à développer une nouvelle autonomie dans un nouvel espace de réalisation.

Si un plus grand dynamisme et une plus grande autonomie peuvent caractériser une partie du peuple chinois, en quête de nouvelles richesses, en revanche, l'importance des solidarités traditionnelles et trente années de socialisme viennent atténuer la portée réelle de l'émancipation chinoise.

Cette libéralisation progressive observable dans la population chinoise est la conséquence directe d'une amélioration de ses conditions de vie et d'un élargissement de son espace de réalisation. Mais, cela n'aurait pu arriver sans une réduction de la pression de l'Etat et un renforcement des pouvoirs locaux qui ont introduit de profonds changements dans les mentalités et les modes de vie.

Déconcentration du pouvoir central et réseaux

En l'absence d'un système juridique conséquent capable d'assurer le contrôle et l'exécution des lois, l'Etat central a décidé de déléguer une large partie de ses pouvoirs au profit d'une bureaucratie locale en contact avec les réalités et plus à même d'assurer l'expansion économique du pays, recherchée par dessus tout.

C'est ce qui a été appelé la déconcentration des pouvoirs.

Ainsi, le fonctionnaire local, responsable devant l'échelon central, est devenu un véritable acteur économique. A tel point, que l'accès au pouvoir politique est maintenant synonyme de réussite.

Mais, sans le contrôle du centre, de véritables déviations peuvent être observées ici ou là. Ainsi, des entreprises privées se trouvent avoir pour principaux actionnaires des fonctionnaires locaux, ou bien encore, certaines entreprises publiques, officiellement déficitaires, pratiquent la double comptabilité afin de dégager des ressources financières, exportées illégalement à l'étranger grâce à des amitiés politiques, puis réinvesties dans les zones économiques spéciales ou les places boursières. Les exemples de corruption ne manquent pas et expliquent en partie la perte de légitimité du pouvoir politique dans certains milieux défavorisés, abusés par une pression fiscale excessive et écoeurés par des pratiques illégales.

Outre cette corruption galopante, la déconcentration a d'autres effets. En effet, le dynamisme économique provient très largement des entreprises rurales créées par les autorités locales, dont le succès est dû tout autant à leur avantage comparatif en termes de coût du travail qu'à leur imbrication avec le pouvoir politique qui les favorise systématiquement. De là, l'apparition de groupes d'intérêts territorialisés (cantons, villes) ou en réseaux (familiaux ou bureaucratiques) qui peuvent contrôler de véritables empires industriels.

Dans ce contexte, un des ressorts essentiels de la prospérité tient dans la capacité des acteurs économiques à jouer sur tous les tableaux. Ceci peut même conduire, dans certains cas, à un protectionnisme tourné vers les intérêts locaux, notamment en matière d'emplois et de production.

Ce capitalisme, qui ne repose pas sur une logique étatique de construction d'un espace économique, cantonne l'Etat dans un rôle de régulateur des tensions produites par le relâchement des contraintes et les inégalités entre provinces.

Une telle politique a pour principales conséquences, la perte de contrôle de certaines capitales ou provinces, importantes économiquement et donc incontournables politiquement, l'incapacité à redistribuer les richesses, et l'aggravation de la fantastique crise du travail qui menace l'équilibre social.

De cette analyse ressortent des inégalités croissantes de nature à développer un sentiment d'injustice et de révolte parmi ceux qui n'ont pas la chance d'appartenir à un réseau familial

ou bureaucratique - principalement les sans-travail des campagnes de plus en plus nombreux à la recherche d'un emploi dans les villes. Là encore, la menace que fait peser cette nouvelle pauvreté urbaine doit être relativisée car elle est encore très fragmentée et que des liens progressistes restent à établir.

Enfin, il existe d'autres sources pouvant influencer le comportement et les mentalités chinoises. Elles sont difficiles à cerner car elles sont partout à la fois et touchent principalement ceux qui, de près ou de loin, sont en contact avec les flux de toutes natures que véhicule la mondialisation.

Multiplicité des références identitaires

Outre l'émancipation naissante et la perte de confiance à l'égard du pouvoir politique, le changement du peuple chinois peut également être caractérisé par la multiplicité des références identitaires et par la façon dont elles se construisent et s'articulent.

Il ne s'agit pas d'identités fossilisées dans un déterminisme ethnique ou religieux, mais bien d'identités sans cesse construites, déconstruites et reconstruites.

Ainsi, chaque individu possède une multitude de références sur lesquelles il joue. Celles, traditionnelles, de la famille et du voisinage ; celles issues de la communauté de travail socialiste ; et celles, nouvelles, fondées sur le contact avec les flux économiques et culturels de la mondialisation. En Chine, comme ailleurs, les identités constituent rarement des obstacles à la mondialisation, mais représentent plutôt des points d'appui à partir desquels il est possible de créer des réseaux économiques performants pouvant s'étendre sur l'ensemble du globe - comme l'illustrent la diaspora chinoise et le rôle financier de Hongkong.

Cette multiplicité des références signent une réelle modernisation de la société chinoise et tranche avec l'idée répandue d'un communautarisme spontané et massif des populations asiatiques.

De fait, l'espace social devient à la fois mouvant et instable, et il n'y a qu'un pas à franchir pour imaginer de nouvelles références identitaires basées sur des modèles démocratiques.

En conclusion de cette partie, il faut remarquer que le peuple chinois, bien que sur le chemin de l'émancipation, n'est pas enclin à développer des revendications et à tisser des liens progressistes en vue d'une action forte, de nature à renverser le régime politique actuel. Et, l'appellerait-il de ses vœux, au mépris d'un Ordre Social tant sacralisé, la crainte de la répression par l'Armée Populaire reste très présente, surtout après les événements de Tiananmen de 1989.

Malgré cela, les chances pour la démocratie sont bien réelles et de nombreux signes l'indiquent. Seulement, l'initiative doit venir du pouvoir et de lui seul, même si les pressions, tant internes qu'externes, jouent un grand rôle.

III - Ouverture politique et Démocratie

La Chine actuelle est souvent considérée par les milieux avisés comme un Géant du tiers monde.

Sa croissance économique est une référence mais n'est pas suivie du développement escompté, gage d'une nation moderne. L'Etat, en perdant le contrôle des provinces, n'est pas capable d'appliquer une politique économique à l'échelle du pays - soit vingt provinces de la taille de la France, en moyenne -, et, par conséquent, il ne peut plus se porter garant d'une redistribution des richesses, d'un développement harmonieux, du plein emploi et de l'équilibre social.

A cela, il faut rajouter une activité culturelle et artistique au point mort, après des siècles de censure et de répression, une idéologie en perte de vitesse tant les effets pervers du

nouveau capitalisme ont été soudains et incontrôlés. Sans compter un système éducatif décadent, bien incapable de garantir un recul significatif de l'illétrisme et la formation des élites, et qui a, lui aussi, subi les effets de l'offre et de la demande.

Enfin, la nouvelle pauvreté urbaine et la crise majeure qui s'annonce dans le domaine de l'emploi ne doivent pas nous faire oublier que le système de couverture sociale est devenu insuffisant - le chômage pourrait atteindre plus de 20% dans certaines provinces et le chiffre de 268 millions de chômeurs est annoncé pour cette fin de siècle.

Les dirigeants sont bien obligés de constater que le levier économique seul ne suffit pas et que la Chine, nouvelle superpuissance, ne verra le jour qu'en réformant ses institutions.

C'est pourquoi un certain nombre de réformes ont été appliquées afin de reprendre le contrôle de l'économie et combattre la corruption. Il suffit pour s'en persuader de s'intéresser à la nouvelle politique fiscale et aux nombreuses sanctions subies par des fonctionnaires corrompus.

Mais là ne s'arrêtent pas les mesures correctives, et des signes encourageants en faveur d'une démocratisation progressive, au rythme d'une société trop longtemps figée, apparaissent désormais à ceux qui veulent les voir.

Les premiers signes annonciateurs se trouvent dans la constitution de 1982, même si les événements du printemps de Pékin semblent l'infirmier. Quant aux premiers signes tangibles, ils apparaissent au niveau des organes d'état dont l'action tend à se recentrer sur le domaine législatif et dans la tentative d'expérimenter la démocratie au niveau local. Enfin, il ne faut pas négliger le rôle capital que les démocraties peuvent jouer en tant que nations accompagnatrices et non moralisatrices.

Constitution de 1982 : annonce d'un changement

L'adoption d'une nouvelle constitution a eu pour principal objectif le rejet total de la Révolution culturelle instaurée par Mao Zedong et dont les conséquences ont été désastreuses tant sur le plan humain que sur le plan économique.

La hantise d'un soulèvement populaire apparaît tout au long de la constitution, spécialement dans les articles traitant des droits et devoirs, mais également dans la mise au second plan de la lutte des classes qui vient derrière le développement des forces productives.

D'où l'accent mis, dans le préambule de la constitution, sur la nécessité impérieuse de réaliser les « quatre modernisations » - Industrie, Agriculture, Défense Nationale, Sciences et techniques - et la « modernisation socialiste » qui doivent « faire de la Chine un Etat socialiste largement civilisé et hautement démocratique ».

Très schématiquement, la nouvelle ligne politique privilégie l'économie en pensant que l'idéologie suivra - à l'opposé de l'action de Mao Zédong.

Bien que cette nouvelle constitution ne réponde toujours pas aux questions fondamentales relatives à la direction de l'Etat et à la légalité et à l'application des textes, il ressort que le Parti n'est plus désigné comme le détenteur ultime de la souveraineté politique et que l'Assemblée Populaire Nationale apparaît désormais comme l'organe suprême du pouvoir de la Chine - non comparable à un parlement occidental, cette assemblée demeure malgré tout plus représentative que le Parti. Cette interprétation, qui peut être sujette à caution, a été confirmée par le Président Jiang Zémin, lors d'un entretien avec monsieur Alain Peyrefitte en mil neuf cent quatre-vingt seize.

Par ailleurs, s'agissant des droits et devoirs des citoyens, la nouveauté essentielle tient dans la définition de la « citoyenneté » qui met fin à la polémique sur la définition du « citoyen » jouissant des droits et tenu aux devoirs, du « national » - il y a là l'idée d'appartenance à une ethnie, à une culture - tenu aux devoirs, mais pouvant être privé de certains droits, et du « peuple », détenteur du pouvoir, mais qui constitue une entité politique et non juridique. Ainsi, est « citoyen » chinois celui qui possède la nationalité de la République Populaire de Chine, autrement dit qui appartient juridiquement à l'Etat.

Ensuite, pour l'essentiel, la liste des devoirs s'allonge et se complète d'une série d'interdictions. Les devoirs ont pour principal dessein de préserver l'unité du pays, quant aux interdictions, elles tendent à renforcer les dispositions économiques du régime socialiste et à limiter certains droits de nature à mettre en péril la stabilité nationale.

Enfin, les droits énumérés dans la constitution de mil neuf cent quatre vingt deux introduisent des nouveautés essentiellement au profit des femmes qui se voient octroyer les mêmes droits que les hommes dans tous les domaines, notamment en matière d'emploi, de salaire, de formation, de sélection et de promotion.

Il faut remarquer que les droits au travail et à l'instruction sont également devenus des devoirs, ce qui rend désormais la scolarité obligatoire - en 1982, la Chine annonçait un taux de scolarisation de 93%.

Pour terminer cette question, de nouveaux droits économiques sont apparus pour protéger et encourager l'économie individuelle.

En ce qui concerne les libertés consenties aux citoyens chinois, elles mettent l'accent sur le renforcement de la protection de la liberté individuelle, notamment en interdisant toute incarcération et toute fouille illégales. En outre, la notion nouvelle de « dignité personnelle des citoyens » est introduite. Elle est déclarée inviolable, avec, pour garantie, l'interdiction d'outrager et de diffamer les citoyens ou de porter contre eux de fausses accusations.

Enfin, si la constitution rappelle le caractère électif d'un certain nombre d'institutions, elle ne fait pas mention du système électoral en vigueur, se contentant de spécifier que les assemblées sont élues démocratiquement.

Cependant, il faut noter que l'élection directe aux districts - circonscription électorale juste au dessus du village et en dessous de la préfecture, de la province et de l'Etat - est une innovation qui date de juillet mil neuf cent quatre-vingt et qui est présentée comme un processus de démocratisation, l'objectif « lointain » étant, au dire des dirigeants chinois, des élections directes à tous les échelons. A cet égard, il faut se rappeler de la déclaration de Deng Xiaoping en mil neuf cent quatre-vingt sept lorsqu'il a annoncé des élections au suffrage universel direct avant l'an deux mil trente sept.

En résumé, ces textes, auxquels il faudrait ajouter les statuts du Parti, fournissent, non sans une certaine ambiguïté qui sied si bien aux Orientaux, quelques signes d'ouverture en faveur d'une revalorisation de certains organes d'Etat - plus représentatifs pour le Peuple -, d'une plus grande reconnaissance individuelle, mais également, d'une volonté de responsabiliser le Chinois à l'échelon local - en attendant mieux. Tous ces signes, bien qu'encourageants, sont fragiles car la crainte d'un éclatement reste très présente et l'exemple de Tiananmen illustre le bien fondé de cette peur.

Mais, sur le terrain, la démocratisation ne peut suivre le rythme de la modernisation. Et, le renforcement du rôle de l'appareil législatif constitue un front où doivent se jouer les réformes des institutions.

Assemblée Populaire Nationale : vers un Etat de Droit

Dans la pratique, l'Assemblée Populaire Nationale (APN) s'est longtemps limitée à parapher les décisions entérinées par le Comité central - organe suprême du Parti Communiste Chinois -, contrairement à l'article deux de la constitution de mil neuf cent quatre-vingt deux qui désigne l'APN comme organe suprême du pouvoir d'Etat.

Mais, depuis mil neuf cent quatre-vingt treize, sous l'impulsion de son nouveau président, Qiao Shi, partisan acharné d'un Etat de Droit, il se pourrait que ce Parlement se transforme en une véritable institution démocratique, en se basant sur le texte de la constitution de 1982 - notamment les articles deux et trois, accordant de larges pouvoirs au législatif.

Sur cette base, le rôle de Qiao Shi consiste à renforcer l'autorité du Parlement, à lui conférer un réel pouvoir législatif, ainsi qu'à mettre en place les institutions d'une démocratie sociale de marché aux caractéristiques asiatiques.

L'Assemblée a un rôle important à jouer en tant qu'instance de contrôle, et, en tant que représentant de l'Etat et du Peuple souverain, elle a un devoir de supervision.

Dans les faits, sous la houlette de son nouveau président, le Parlement s'est déjà vu confier de nombreuses missions, telle que la campagne anticorruption, lancée en août 1993.

Par ailleurs, partisan de la décentralisation, Qiao Shi encourage les assemblées provinciales à émettre des recommandations pour contribuer à l'élaboration d'un code légal du niveau national. Ainsi, en décembre 1993, l'Assemblée de la province du Guangdong, choisie à titre expérimental, a proposé une nouvelle loi ayant trait au journalisme.

Enfin, pour illustrer la volonté d'acquérir un réel pouvoir législatif, l'approbation de 152 lois dont 54 ayant trait à l'économie, est planifiée par cette assemblée pour la période entre 1996 et 1998.

Selon son président, cette assemblée, dont les délégués sont élus par les assemblées populaires des provinces, les régimes autonomes, l'armée ainsi que les municipalités, serait plus démocratique que les parlements occidentaux car elle accueille en son sein essentiellement des prolétaires, véritables représentants du peuple.

Quoiqu'il en soit, la voie suivie par la nouvelle Assemblée Populaire Nationale illustre la volonté de certains hauts dirigeants ne pas construire l'avenir de la Chine sur le prestige d'un homme mais sur des institutions et de faire de la Chine un Etat de Droit.

Démocratisation locale : un apprentissage nécessaire

Reste que le Parti est encore omniprésent dans presque tous les rouages de l'Etat et que, dans de nombreux cas, c'est lui qui désigne les représentants des différentes Assemblées qui siègent à chacun des niveaux de la société chinoise.

Aussi, pour pallier cette anomalie, sous l'impulsion de Peng Zhen, vétéran de la longue Marche et président de l'Assemblée Nationale, des élections locales se sont sérieusement développées depuis la fin des années 1980. En 1987, une loi organique sur les comités de village a été promulguée de manière à enraciner la démocratie sur le terrain. Plus d'un million de villages où vivent près de neuf cents millions de Chinois ont été appelés à établir leurs comités.

Traditionnellement, les responsables locaux étaient désignés parmi les représentants du Parti et la valeur de tels édiles pouvait fluctuer d'un village à l'autre. Aussi, la parole a été donnée aux habitants pour qu'ils élisent leurs représentants. Malgré un manque de coopération prévisible de la part des responsables locaux du moment, l'expérience démocratique a fort bien fonctionné. Et, 70% des responsables locaux du Parti communiste auraient d'ores et déjà perdu leur fauteuil. En corollaire, le Parti est en train de perdre le contrôle des campagnes.

Mais, cette expérience, bien qu'encourageante, ne préfigure en rien une amélioration des mœurs politiques, car il s'agit de parvenir à remplacer la Loi dictée par un seul individu - le *renzhi* - par la Loi émanant d'un ensemble de codes et institutions établis de façon démocratique - le *fazhi*. Et pour atteindre cet objectif, cela suppose autant une évolution des mentalités qu'une réforme profonde des institutions.

Bien sûr, la volonté politique nécessaire existe et est visible à l'intérieur de l'appareil d'Etat chinois même si parfois elle semble davantage répondre à la nécessité de préserver la paix sociale, gage de la croissance économique, qu'à une aspiration purement altruiste. Par ailleurs, il ne faut pas négliger pour autant l'influence des Démocraties et des milieux d'affaire appelés à coopérer avec le Géant chinois.

Des acteurs extérieurs : Démocraties et milieux d'Affaires

Le monde moderne est devenu tellement imbriqué, nos économies sont devenues tellement dépendantes les unes des autres, qu'un conflit, même larvé, type guerre froide - entre les Etats-Unis et la Chine - , aurait des répercussions très importantes sur l'économie de nos propres pays.

Il se solderait par une perte de confiance au sein des populations asiatiques qui investiraient beaucoup moins et réduiraient d'autant l'activité de nos entreprises, liées pour une large part au marché asiatique et, dans certains cas, chinois.

Il n'y a qu'à songer pour s'en convaincre aux sociétés d'ingénierie, qui réalisent pas moins de 43% de leur Chiffre d'Affaire à l'export dans cette zone, et aux entreprises du secteur du luxe qui réalisent, quant à elles, près de 50% de leur CA.

Ce constat a conduit des grandes nations Occidentales comme les Etats-Unis d'Amérique (EU) à renoncer à lier le commerce et les Droits de l'Homme.

De son côté, la Chine a besoin des technologies et des capitaux étrangers - même si la plus grande part provient du Sud-Est asiatique, par le biais de la diaspora chinoise -, ce qui conduit inévitablement à une obligation d'accepter des concessions.

Ainsi, le renouvellement à la Chine par les Etats-Unis de la clause de la nation la plus favorisée, lui assurant pour l'année un excédent commercial sur les EU de dix milliards de dollars, dépend d'un congrès très attentif au respect des Droits de l'Homme.

De même, le récent voyage du président Jiang Zémin aux Etats-Unis s'est soldé par la libération du dissident Wei Jingsheng, auteur de « la cinquième modernisation » - la Démocratisation -, et par une déclaration pour le moins surprenante sur une « erreur » à Tiananmen - ambiguïté de langage ou réévaluation, en perspective, de cette période de l'Histoire?.

A défaut d'avoir le poids des EU, des nations comme la France peuvent exercer une influence en faveur des Droits de l'Homme et d'un renforcement du processus de démocratisation, en considérant la Chine comme un partenaire et non comme une nation archaïque qui a besoin des leçons de l'Occident. L'Histoire doit nous préserver de reproduire de telles fautes et c'est en accompagnateurs et non en moralisateurs que nous devons aborder cette nation millénaire.

A cet égard, le premier voyage en Chine effectué en mai dernier par le président Chirac - premier depuis le début de son mandat -, a été l'occasion d'une déclaration conjointe franco-chinoise signée par les deux présidents. Elle a constitué l'acte politique le plus important qui ait marqué les relations des deux pays depuis 1964, année de la reconnaissance mutuelle entre Pékin et Paris, à l'initiative de Mao Zédong et du général de Gaulle.

En mettant fin à une procédure de condamnation rituelle et souvent vaine, la France de Jacques Chirac a permis à la Chine de prendre des initiatives dont la première va consister à signer avant la fin de cette année le pacte des Nations unies sur les droits économiques, culturels et sociaux, en attendant de signer le pacte sur les droits civils et politiques.

De cette façon, des nations comme la France, sans sombrer ni dans la compromission ni dans l'arrogance, témoignent leur confiance à la Chine et contribuent ainsi à son soutien des Droits de l'Homme.

Enfin, il existe des acteurs qui sont à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine et qui peuvent être amenés à jouer un rôle politique non négligeable. Il s'agit des milieux d'affaires qui sont souvent multinationaux et dont le poids financier et économique constitue un atout de taille dans la vie politique.

Ainsi, sont en train de naître de véritables lobbies qui existent dans tous les pays développés et qui peuvent influencer sur le cours des événements quand leurs intérêts se trouvent menacés.

Les milieux d'affaires sont très présents à Hongkong, rétrocedée à la Chine depuis juillet dernier, mais également dans des provinces côtières comme la province du Guangdong qui a su profiter de l'activité de l'île britannique avant son retour dans le giron chinois.

En outre, il ne faut pas oublier l'Armée Rouge qui s'autofinance largement grâce à ses participations - parfois majoritaires - dans de nombreuses entreprises privées et constitue un acteur économique de poids. Cette remarque laisse à penser que l'Armée Populaire de Chine a également des intérêts dans le maintien de la paix sociale.

Dès lors, la Démocratie peut apparaître comme une alternative au chaos pour préserver une paix sociale, sans laquelle la confiance, indispensable aux affaires, s'effondrerait.

*
* *

En conclusion, la Chine est un grand pays dont l'avenir intéresse l'ensemble des autres nations. La Mondialisation et plus exactement la globalisation sous tendent cette attraction récente. Et, l'Empire du milieu, malgré une Histoire millénaire pleine d'Orgueil et de splendeurs, doit, lui aussi, s'y résoudre et accepter la rencontre - pour ne pas dire le choc - avec les autres.

Son évolution inexorable vers une système plus ouvert économiquement, culturellement et politiquement a débuté et rien ne semble pouvoir la stopper.

Il nous appartient à nous Occidentaux de nous intéresser à l'Histoire de cette grande civilisation qui nous offre sûrement l'image de l'autre face de cette Humanité que nous croyons incarner, à nous seuls.

Le peuple chinois est admirable à bien des égards et souhaiter le voir s'occidentaliser serait une erreur. Car, si l'Occident offre l'exemple d'une Modernité réussie, il offre en contrepartie le spectacle navrant d'une dégénérescence avancée, tant la spiritualité lui fait défaut et tant la vie y semble devenue futile. L'Homme moderne occidental, victime des sciences positives, a abandonné sa quête du Graal, et, sans un retour vers des valeurs fortes - à l'instar de l'Orient -, il est déraisonnable d'être optimiste quant à son devenir.

Partant de ce constat, la Chine doit rattraper son retard technologique pour offrir à l'ensemble de son peuple des conditions de vie décentes mais sans pour cela perdre ses racines confucéennes qui ont fait d'elle une grande civilisation et qui lui donnent un atout considérable par rapport à l'Occident. Le challenge paraît risqué et justifie un Etat autoritaire et fort. Mais, le propre de l'Orient est de savoir manier le paradoxe et marier les contraires - le principe de vie étant un équilibre entre ces deux pôles.

Singapour peut servir d'exemple aux dirigeants chinois. Dans ce cas, la Démocratie est un modèle asiatique, c'est à dire, doté d'une économie de marché mais dont l'opposition politique est très contrôlée. La police y est forte et omniprésente - garante de la sécurité et du maintien des moeurs et des attitudes correctes, conformément au code Confucéen.

Dans ce type de Cité-Etat, le dirigeant singapourien puise son eau à la source du Confucianisme et donne l'importance aux devoirs de l'individu vis à vis de sa famille, de son clan, de son entreprise, de l'Etat.

Mais, à la différence du modèle de maître Kong, le confucianisme de Singapour donne une place prépondérante à la classe des « marchands » - classe fort défavorisée dans le confucianisme classique. Il n'en demeure pas moins que les formes apparentes de la Démocratie et du respect des Droits de l'Homme sont respectées dans les faits. La « rectitude morale », une extraordinaire discipline qui fait de Singapour une ville si propre et si sûre, est plutôt bien acceptée par la population. Des Français résidents interrogés disent se trouver très bien dans un système fortement responsabilisant et dont la discipline se justifie, in fine, par la bonne marche de la société.

Finalement, la Chine est en train de prendre sa revanche sur l'Occident. Et, en empruntant cette « Voie du milieu », c'est à dire, en réussissant l'épreuve de force qui consiste à concilier Modernité et Tradition - que l'expérience occidentale fait apparaître comme des contraires -, l'Empire du milieu va retrouver « sa place centrale » et renouer avec ses Mythes fondateurs.

Ce que nous, Occidentaux, seront amenés à faire tôt ou tard pour éviter le retour au Chaos.

*
* *

BIBLIOGRAPHIE

« **De la Chine** » d'Alain Peyrefitte - **1997** - omnibus

« **La revanche du monde chinois** » de Daniel Haber et Jean Mandelbaum - **1996** - Economica

« **Le défi chinois** » de Serge Bésanger - **1996** - Alban

« **Chine : La grande mutation** » de Dominique Bari - **1997** - éditions sociales

« **La Chine : Constitutions de 1982 et institutions** » de Tsien Tche-hao n° 4741-4742 - novembre **1983** - La documentation Française

« **La nouvelle économie chinoise** » de Françoise Lemoine - **1994** - La découverte

« **La Chine et les pays d'Asie orientale** » / Le courrier des pays de l'Est n° 399 - mai **1995** - La documentation Française

« **Une Chine plurielle** » / Le courrier des pays de l'Est n° 418 - avril **1997** - La documentation Française

...et de nombreux articles, sur le thème de la Chine, extraits du site web : « www.Lemonde-diplomatique.fr »